Union syndicale Solidaires

144 Bd de la villette 75 019 Paris
contact@solidaires.org 01 58 39 30 20

Paris, le 18 juillet 2014

Communiqué

Réforme territoriale … un redécoupage à la hussarde !

Ce vendredi 18 juillet, après une nuit de débats, l'Assemblée nationale a adopté par 52 voix pour (dont certaines à droite) et 23 contre, la nouvelle carte à 13 régions proposée par les socialistes.

La nouvelle carte, en métropole, ferait passer le nombre de régions de 22 à 13 (Corse comprise) : fusion des régions « Poitou-Charentes et Limousin et Aquitaine », « Nord-Pas-de-Calais et Picardie », « deux Normandie », « Alsace Lorraine et Champagne-Ardenne » « Rhône-Alpes et Auvergne » « Midi-Pyrénées et Languedoc Roussillon » « la région Centre restant seule » et ce malgré la colère de certains représentants des régions concernées.

Sans doute, pour la plupart, préoccupé-e-s par leurs propres intérêts, ces élu-e-s en ont tout simplement oublié l'essentiel, c'est-à-dire de se mettre à la place de la population, à qui personne ne juge utile demander son avis.

Encore une fois ce passage en force, sur un sujet particulièrement sensible, illustre, si besoin était, à quel niveau notre démocratie parlementaire s'exerce :

- obéissance aveugle aux consignes venues d'en haut,
- sujet trop complexe pour le bas peuple … donc inutile de lui permettre d'en débattre et de se prononcer, à défaut de référendum, au travers de débats publics.

Solidaires considère que la question de la décentralisation, présentée par le gouvernement, est en réalité une « centralisation délocalisée » vers les métropoles et les super régions.

Cette réforme va encore bien plus éloigner l'usager des lieux de décisions et des services publics.

Les parlementaires se sont ainsi trouvés confrontés à un étrange exercice : décider d'un redécoupage administratif géographique (au demeurant plutôt absurde d'un point de vue géographique, historique, économique et sociologique) sans d'abord se préoccuper des besoins en missions de service public et des éventuelles répartitions des rôles entre les différents niveaux de collectivités (Etat, région, département et commune).

Pour Solidaires, le redécoupage des régions n'est que l'accessoire d'un processus dont les conséquences, au quotidien, seront pour beaucoup des plus percutantes. Dans le projet de réforme territoriale de l'Etat qui se profile, il y aura une révision des implantations des différents réseaux ministériels. L'ensemble des missions sera revu, voire pour certaines, « abandonnées » et les réductions d'effectifs devront coller à cette nouvelle réalité. Les préfets de ces super régions disposeront de nouveaux leviers de pouvoir. Ils pourraient être secondés par des « délégués territoriaux ». Ainsi, entre les présidents des métropoles, les super préfets, et les délégués, c'est l'époque des anciens fermiers généraux qui revient !

Cette façon de faire est la meilleure manière pour enterrer de façon définitive le vrai débat sur la question du rôle de l'Etat dans notre société.

Depuis plus de deux ans, c'est le « changement » qui est réclamé mais pas celui que le gouvernement impose aujourd'hui !